

Le président de la Commission de contrôle notifie sans tarder, par écrit, la décision de la Commission de contrôle au président du Parlement flamand.

Si la Commission de contrôle ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 2, la plainte est réputée rejetée.

Art. 6. La Commission de contrôle peut vérifier d'office une communication du président du Parlement flamand. Tout en respectant les droits de la défense du président concerné, la Commission de contrôle prend sa décision au plus tard trente jours après qu'elle a pris connaissance ou aurait pu avoir pris connaissance de la communication du président du Parlement flamand.

La Commission de contrôle prend une décision motivée qui, conformément à l'article 5, alinéa 3, est notifiée sans tarder au président du Parlement flamand.

Art. 7. Si la Commission d'experts pour la communication des autorités publiques, telle que visée à l'article 9 du décret du 19 juillet 2002 relatif au contrôle des communications des autorités flamandes, dénommée ci-après la Commission d'experts, émet un avis à la Commission de contrôle, la Commission de contrôle prend une décision motivée, en respectant les droits de la défense du président du Parlement flamand, au plus tard quinze jours de la réception de l'avis.

La décision de la Commission de contrôle est notifiée sans tarder au président du Parlement flamand, par le président de la Commission de contrôle.

Art. 8. Si, à la suite d'une plainte ou d'une vérification d'office, la Commission de contrôle juge qu'une communication du président vise en tout ou en partie à promouvoir l'image personnelle du président du Parlement flamand ou l'image d'un parti politique ou de l'une de ses composantes, elle donne au président concerné un blâme motivé. Le vice-président du Parlement flamand rend ce blâme public lors de la première séance du Parlement flamand suivant la notification par la Commission de contrôle.

Art. 9. Lors d'une demande d'avis, après le dépôt d'une plainte ou en cas de vérification d'office, la Commission de contrôle sollicite l'avis motivé de la Commission d'experts.

Dans les quinze jours de la réception de la demande d'avis écrite, la Commission d'experts émet un avis motivé écrit, adressé au président de la Commission de contrôle.

Art. 10. Le présent décret est applicable aux communications du président du Parlement flamand à partir du jour suivant la publication au *Moniteur belge* des normes visées à l'article 3, § 2 du décret du 19 juillet 2002 relatif au contrôle de la communication des autorités publiques flamandes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*
Bruxelles, le 19 juillet 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

—
Note

(1) *Session 2001-2002* :

Documents :

Projet de décret spécial : 947, n° 1.

Amendement : 947, n° 2.

Rapport : 947, n° 3.

Texte adoptée en séance plénière : 947, n° 4.

Annales. — Discussion et adoption. Séance de midi du 9 juillet 2002.



N. 2002 — 3349

[C — 2002/36227]

13 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van artikel 2 van het besluit van de Vlaamse regering van 6 juni 1996 houdende nadere regelen betreffende de landinrichting

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1988 houdende oprichting van de Vlaamse Landmaatschappij, inzonderheid op hoofdstuk II – De landinrichting, gewijzigd bij de decreten van 22 november 1995 en 8 december 2000;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 6 juni 1996 houdende nadere regelen betreffende de landinrichting;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 8 maart 2002, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State;

Gelet op het advies nr. 33.143/3 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 januari 2002;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, § 2, tweede lid, van het besluit van de Vlaamse regering van 6 juni 1996 houdende nadere regelen betreffende de landinrichting worden 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11° vervangen door wat volgt :

« 1° Het afdelingshoofd van de afdeling Ruimtelijke Planning van de administratie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Monumenten en Landschappen of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 2° Het afdelingshoofd van de afdeling Monumenten en Landschappen van de administratie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Monumenten en Landschappen of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 3° Het afdelingshoofd van de afdeling Woonbeleid van de administratie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Monumenten en Landschappen of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 4° Het afdelingshoofd van de afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 5° Het afdelingshoofd van de afdeling Water van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 6° Het afdelingshoofd van de afdeling Land van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 7° Het afdelingshoofd van de afdeling Natuur van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 8° Het afdelingshoofd van de afdeling Bos en Groen van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 9° Het afdelingshoofd van de afdeling Natuurlijke Rijkdommen en Energie van de administratie Economie of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 10° Het afdelingshoofd van de afdeling Land- en Tuinbouwvorming van de administratie Land- en Tuinbouw of de door hem aangewezen ambtenaar »;

« 11° Het afdelingshoofd van de afdeling Land- en Tuinbouwondersteuningsbeleid van de administratie Land- en Tuinbouw of de door hem aangewezen ambtenaar ».

Art. 2. De Vlaamse minister, bevoegd voor de Landinrichting, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 september 2002.

De minister-president van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,
V. DUA

TRADUCTION

F. 2002 — 3349

[C — 2002/36227]

13 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 juin 1996 établissant des règles particulières en matière de rénovation rurale

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 21 décembre 1988 portant création de la « Vlaamse Landmaatschappij » (Société flamande terrienne), notamment le chapitre II - La rénovation rurale, modifié par les décrets des 22 novembre 1995 et 8 décembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 juin 1996 établissant des règles particulières en matière de rénovation rurale;

Vu la délibération du Gouvernement flamand le 8 mars 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 33.143/3 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2002, en application de l'article 84, premier alinéa, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 10 janvier 2002;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, § 2, alinéa deux, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 juin 1996 établissant des règles particulières en matière de rénovation rurale, les 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9° 10° et 11° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° le chef de division de la Division de la Planification territoriale de l'Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et des Monuments et Sites ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 2° le chef de division de la Division des Monuments et Sites de l'Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et des Monuments et Sites ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 3° le chef de division de la Division de la Politique du Logement de l'Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et des Monuments et Sites ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 4° le chef de division de la Division de la Politique générale de l'Environnement et de la Nature de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 5° le chef de division de la Division des Eaux de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 6° le chef de division de la Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 7° le chef de division de la Division de la Nature de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 8° le chef de division de la Division des Forêts et des Espaces verts de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 9° le chef de division de la Division des Ressources naturelles et de l'Energie de l'Administration de l'Economie ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 10° le chef de division de la Division de la Formation agricole et horticole de l'Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture ou le fonctionnaire désigné par lui »;

« 11° le chef de division de la Division de la Politique d'aide à l'Agriculture et l'Horticulture de l'Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture ou le fonctionnaire désigné par lui ».

Art. 2. Le Ministre flamand qui a la Rénovation rurale dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 septembre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture,
V. DUA



N. 2002 — 3350 (2002 — 3026)

[C — 2002/36225]

19 JULI 2002. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende het geregeld vervoer, de bijzondere vormen van geregeld vervoer, het vervoer voor eigen rekening en het ongeregeld vervoer. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 278 van 31 augustus 2002.

In het genoemde besluit moet, op bladzijde 38677, artikel 27, van het genoemde besluit gelezen worden als volgt :

Art. 27. De minister is, ter uitvoering van artikel 23 van het decreet, belast met het afleveren van het attest.

De minister neemt een beslissing binnen één maand na de datum waarop de vervoerder de vergunningsaanvraag heeft ingediend. De aanvrager wordt hiervan op de hoogte gebracht binnen tien dagen na afloop van bovenvermelde termijn.

Het attest wordt geweigerd indien blijkt dat :

1° het vervoer waarvoor de vergunning werd aangevraagd niet beantwoordt aan de bepalingen van artikel 2, 3°, van het decreet en artikel 26 van dit besluit :

2° het modelattest, dat als bijlage III bij dit besluit is gevoegd, niet is gebruikt of niet volledig werd ingevuld;

3° er niet is voldaan aan de wettelijke bepalingen inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg;

4° er niet is voldaan aan de verplichting om de op het grondgebied van het Vlaamse Gewest geldende collectieve arbeidsovereenkomsten na te leven.

Op bladzijde 38680 moet de voetnoot van Bijlage I gelezen worden als volgt :

(1) De aandacht van de aanvrager wordt gevestigd op het feit dat de vergunning zich te allen tijde aan boord van het voertuig dient te bevinden en dat het aantal vergunningen waarover hij dient te beschikken moet overeenkomen met het aantal voertuigen dat zich op een gegeven datum voor het verrichten van de gevraagde vervoersdienst gelijktijdig op de weg bevindt.

TRADUCTION

F. 2002 — 3350 (2002 — 3026)

[C — 2002/36225]

19 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif aux transports réguliers, à certains services réguliers, au transport pour compte propre et aux transports irréguliers. — Erratum

Moniteur belge n° 278 du 31 août 2002.

Dans le texte néerlandais de l'arrêté susmentionné il y a lieu de lire l'article 27 comme suit :

Art. 27. De minister is, ter uitvoering van artikel 23 van het decreet, belast met het afleveren van het attest.

De minister neemt een beslissing binnen één maand na de datum waarop de vervoerder de vergunningsaanvraag heeft ingediend. De aanvrager wordt hiervan op de hoogte gebracht binnen tien dagen na afloop van bovenvermelde termijn.

Het attest wordt geweigerd indien blijkt dat :

1° het vervoer waarvoor de vergunning werd aangevraagd niet beantwoordt aan de bepalingen van artikel 2, 3°, van het decreet en artikel 26 van dit besluit :

2° het modelattest, dat als bijlage III bij dit besluit is gevoegd, niet is gebruikt of niet volledig werd ingevuld;

3° er niet is voldaan aan de wettelijke bepalingen inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg;

4° er niet is voldaan aan de verplichting om de op het grondgebied van het Vlaamse Gewest geldende collectieve arbeidsovereenkomsten na te leven.

La note de l'Annexe I^{er}, au bas de la page 38680, doit se lire comme suit :

(1) De aandacht van de aanvrager wordt gevestigd op het feit dat de vergunning zich te allen tijde aan boord van het voertuig dient te bevinden en dat het aantal vergunningen waarover hij dient te beschikken moet overeenkomen met het aantal voertuigen dat zich op een gegeven datum voor het verrichten van de gevraagde vervoersdienst gelijktijdig op de weg bevindt.